

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
DÉPARTEMENT DE MAYOTTE

CONSEIL DEPARTEMENTAL

Commission Permanente du jeudi 10 octobre 2024

Membres en exercice : 26  
Présents : 18  
Procuration(s) : 7  
Absent(s) : 1  
Nombres de votants : 25  
Votes pour : 24  
Vote(s) contre : 1  
Abstention(s) : 0  
Date de la convocation : mardi 1 octobre 2024

DELIBERATION N°DL\_CP2024\_0248

Relative au Contrat Départemental de Prévention et de Protection de l'Enfance 2024 (CDPPE)

L'an deux mille vingt-quatre, le dix octobre, à 09h00, le Conseil Départemental de Mayotte s'est réuni en Commission Permanente, en application de l'article L. 3121-19 du code général des collectivités territoriales, sur convocation et sous la présidence de Monsieur Ben Issa OUSSENI, Président du Conseil départemental de Mayotte.

Cette séance s'est tenue à l'hémicycle Younoussa BAMANA.

**Conseillers départementaux présents :**

Monsieur Ben Issa OUSSENI, Monsieur Soibahadine NDAKA, Madame Zouhourya MOUAYAD BEN, Madame Bibi CHANFI, Monsieur Daoud SAINDOU MALIDE, Madame Rosette VITTA, Monsieur Alain SARMENT, Madame Maymounati MOUSSA AHAMADI, Madame Echati ISSA, Monsieur El Anrif HASSANI, Madame Laini ABDALLAH BOINA, Monsieur Nadjayedine SIDI, Monsieur Abdoul KAMARDINE, Monsieur Daniel ZAIDANI, Monsieur Saindou ATTOUMANI, Madame Soihir EL HADAD, Madame Hélène POLLOZEC, Madame Zaounaki SAINDOU

**Conseillers départementaux représentés :**

Madame Mariam SAID KALAME donne pouvoir à Madame Hélène POLLOZEC, Monsieur Ali OMAR donne pouvoir à Monsieur Abdoul KAMARDINE, Monsieur Madi Moussa VELOU donne pouvoir à Monsieur Ben Issa OUSSENI, Madame Nadjima SAID donne pouvoir à Monsieur Nadjayedine SIDI, Madame Zamimou AHAMADI donne pouvoir à Madame Echati ISSA, Madame Farianti MDALLAH donne pouvoir à Monsieur El Anrif HASSANI, Monsieur Elyassir MANROUFOU donne pouvoir à Madame Laini ABDALLAH BOINA

**Conseiller départemental absent :**

Monsieur Soula SAID SOUFFOU,

**Secrétaire de séance désignée :**

Madame Bibi CHANFI

**Le Président constate que le quorum est atteint,**

- Vu** le code général des collectivités territoriales ;
- Vu** le Code de l'action sociale et des familles,
- Vu** la délibération n° BL\_AP2021\_0197 du Conseil Départemental de Mayotte en date du 1<sup>er</sup> juillet 2021, relative à l'élection de Monsieur Ben Issa OUSSENI en qualité de Président du Conseil Départemental de Mayotte ;
- Vu** la délibération n° DL\_AP2022\_0203 relative aux délégations d'attributions du Conseil Départemental données à sa Commission Permanente ;
- Vu** la délibération n°DL\_AP2024\_0019 du 09 avril 2024 relative à l'adoption du Budget Primitif 2024 du Conseil départemental de Mayotte ;

**Considérant** le rapport n°2357 de Monsieur le Président du Conseil départemental ;

**Considérant** l'avis de la commission en date solidarités, action sociale et santé du 8 octobre 2024,

**Après en avoir délibéré, par**

**24 voix Pour**

**1 voix Contre : Monsieur Daniel ZAIDANI**

**Le Conseil Départemental,**

**DECIDE**

**Article 1 :** de valider, tel qu'il lui est soumis, le plan d'action 2024 et d'autoriser le Président du Conseil départemental à signer le nouveau Contrat Départemental de Prévention et de protection de l'Enfance (2024) ainsi que l'ensemble des actes nécessaires à sa mise en œuvre ;

**Article 2 :** En application des dispositions de l'article R.421-1 et suivants du code de justice administrative, cette délibération peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Mamoudzou dans les deux mois qui suivent sa publication et sa transmission au représentant de L'État dans le Département.

**Pour extrait certifié conforme  
Le Président du Conseil départemental**

**Ben Issa OUSSENI**





**PRÉFET  
DE MAYOTTE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*



Envoyé en préfecture le 13/11/2024  
Reçu en préfecture le 13/11/2024  
Publié le  
ID : 976-229850003-20241113-DL1010240248-DE



## CONTRAT DÉPARTEMENTAL DE PRÉVENTION ET DE PROTECTION DE L'ENFANCE 2024

Entre l'État, représenté par François-Xavier BIEUVILLE, préfet de Mayotte, et désigné ci-après par les termes « le préfet », et le directeur général de l'Agence régionale de santé de Mayotte, désigné ci-après par les termes « l'ARS », d'une part,

Et le conseil départemental de Mayotte, représenté par Ben Issa OUSSENI, président du conseil départemental, et désigné ci-après par les termes « le Département », d'autre part,

Vu le code de l'action sociale et des familles, notamment ses articles L. 221-1 et suivants ;

Vu le code de la santé publique, notamment ses articles L. 2111-1 et suivants ;

Vu la loi n°2023-1322 du 29 décembre 2023 de finances pour 2024 ;

Vu la loi du n°2023-1250 du 26 décembre 2023 de financement de la sécurité sociale pour 2024 ;

Vu le contrat départemental pour la prévention et la protection de l'enfance signé le 22 août 2022 entre le préfet, l'ARS et le Département de Mayotte ;

Vu la délibération N°..... du conseil départemental de Mayotte en date du ....., autorisant le président du conseil départemental à signer la présente convention ;

Il est convenu ce qui suit :

## **Préambule**

La Stratégie nationale de prévention et de protection de l'enfance 2020-2022 est la concrétisation de la concertation menée par le Secrétaire d'État chargé de la protection de l'enfance entre avril et juin 2019 en lien étroit avec l'Assemblée des départements de France (ADF) et qui a associé l'ensemble des acteurs du secteur. Elle part du constat que les inégalités sociales et de santé au sein de la population française perdurent voire ont pu se creuser, et ce dès la petite enfance. Les réponses aux besoins des enfants et de leurs familles restent trop tardives et insuffisamment coordonnées.

L'accès de tous les enfants à la prévention en santé, le repérage des signaux faibles, la transmission et l'évaluation des informations préoccupantes, ainsi que les délais de mise en œuvre des mesures doivent également être améliorés pour mieux protéger les enfants en danger ou en risque de danger.

Politique décentralisée depuis 1983, la protection de l'enfance met en relation étroite les conseils départementaux, un fort secteur associatif, ainsi que les services nationaux et territoriaux de l'État, qui conservent des responsabilités essentielles en termes d'accès aux politiques de droit commun (santé, éducation, culture...) et de respects des droits. Les tentatives récentes pour relancer une politique volontariste de protection de l'enfance, dans la continuité de la loi du 14 mars 2016, ont permis de réaliser des progrès importants pour mieux prendre en compte les besoins fondamentaux des enfants, dans une logique de parcours cohérents et coordonnés. Plusieurs indicateurs mettent néanmoins en évidence des disparités territoriales marquées, qui ne permettent pas toujours de garantir les mêmes chances et les mêmes droits à tous les enfants.

La protection maternelle et infantile (PMI) quant à elle est une politique de prévention sanitaire et médico-sociale, compétence partagée de l'État, de l'Assurance maladie et des collectivités territoriales. Sa mise en œuvre sur le terrain repose largement sur les missions confiées aux services départementaux de PMI sous l'autorité du président du conseil départemental. Les recommandations du rapport de Mme Michèle Peyron, députée, ont souligné le nécessaire recentrage des missions de la PMI sur le champ de la prévention. Visant à assurer à tous les enfants un accès équitable à la prévention en santé, la Stratégie nationale de prévention et de protection de l'enfance 2020-2022 s'inscrit dans la continuité du Plan priorité prévention qui a fait des 1000 premiers jours un axe phare de la politique de santé.

La Stratégie nationale de prévention et de protection de l'enfance s'articule avec la stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté annoncée le 13 septembre 2018 par le président de la République, notamment pour son engagement concernant la prévention des sorties sans solution de l'aide sociale à l'enfance. Elle est également complémentaire du Plan de lutte contre les violences faites aux enfants annoncé le 20 novembre 2019, notamment pour les mesures visant à améliorer le travail en réseau des professionnels et à renforcer les cellules de recueil des informations préoccupantes.

La présente convention vise à définir des priorités conjointes de l'État et du Département s'inscrivant dans le cadre de la Stratégie nationale de prévention et de protection de l'enfance. Ces priorités sont déclinées sous la forme d'engagements réciproques et d'actions assorties d'objectifs mesurables et d'indicateurs de résultats.

## **ARTICLE 1 - OBJET DU CONTRAT**

Par le présent contrat, le préfet, le directeur de l'ARS et le président du conseil départemental prennent des engagements réciproques s'inscrivant dans la continuité de la Stratégie nationale de prévention et de protection de l'enfance 2020-2022. Ces engagements réciproques se traduisent par la définition d'objectifs communs assortis d'indicateurs mesurables, et la mise en œuvre d'actions permettant de renforcer les coopérations entre les acteurs et d'instaurer une meilleure articulation entre leurs interventions, en cohérence avec leurs champs de compétences respectifs. Dans ce cadre, le Département mettra en œuvre des actions nouvelles ou renforcera des actions existantes, en association étroite avec les services de l'État, de l'ARS, leurs partenaires et les représentants des personnes concernées.

Ce contrat fixe également les engagements de l'État et du Département sur le plan financier. Il définit les modalités de suivi et d'évaluation des actions prévues au titre de ladite convention.

## **ARTICLE 2 - ENGAGEMENTS RÉCIPROQUES DU DÉPARTEMENT ET DE L'ÉTAT**

Cette contractualisation suppose une égalité des parties et des engagements tant du Département que de l'État.

Les engagements sont définis conjointement par le préfet, le directeur de l'ARS et le président du conseil départemental dans le cadre d'un dialogue avec les autres collectivités locales (notamment

les communes et leurs centres communaux d'action sociale), la caisse de sécurité sociale de Mayotte, les partenaires associatifs et les représentants des personnes concernées. Dans cette perspective, le Département s'engage à présenter la présente convention à l'observatoire départemental de la protection de l'enfance. Le contrat signé par les parties est mis en ligne sur le site du ministère chargé de la protection de l'enfance et du ministère chargé de la santé.

## **2.1. Les engagements concourant à la mise en œuvre de la stratégie**

Le préfet, le directeur de l'ARS et le président du conseil départemental s'accordent sur des objectifs correspondants aux engagements de la Stratégie nationale de prévention et de protection de l'enfance.

L'ensemble de ces objectifs sont assortis d'indicateurs de résultat et de cibles chiffrées. Ils sont décrits dans le tableau récapitulatif des actions et les fiches actions en annexe, lesquelles font partie intégrante du présent contrat.

Le préfet, le directeur de l'ARS et le président du conseil départemental s'engagent à réaliser des actions concourant à la réalisation de ces objectifs. Ces actions sont listées dans le tableau récapitulatif des actions et des fiches actions également en annexe, lesquelles font partie intégrante du présent contrat.

## **2.2. Les engagements financiers de l'État et du Département**

### **2.2.1. Financement par l'État**

L'État apporte son soutien financier au Département dans le cadre du présent contrat, pour la réalisation des actions listées dans le plan d'action. Au titre de l'année 2024, ce soutien s'élève à un montant prévisionnel de 2 586 000 €, dont :

- 1,7 M € au titre de la loi de finances (programme 304)
- 786 000 € au titre du fonds d'intervention régional (FIR) versés au Département pour la mise en œuvre des actions prévues au présent contrat et relevant de sa compétence ;
- 100 000 € au titre de l'Objectif National de Dépenses d'Assurance Maladie (ONDAM) médico-social versés aux établissements et services médico-sociaux qui concourent à l'accompagnement au titre du handicap des publics de l'aide sociale à l'enfance, et auxquels l'ARS confie la mise en œuvre des actions prévues au présent contrat relevant de leur champ de compétences.



L'État notifie les moyens financiers définitifs alloués au Département au regard des crédits votés en loi de finances pour 2024, des crédits votés en loi de financement de la sécurité sociale pour 2024 et du nombre de départements signataires d'un contrat départemental pour la prévention et la protection de l'enfance en 2024.

## **2.2.2. Financements par le Département**

Le Département s'engage à ne pas diminuer les moyens financiers qu'il consacre en propre à l'aide sociale à l'enfance et à la protection maternelle et infantile par rapport à l'année de référence 2024 et pour toute la durée du contrat.

Il s'engage également à consacrer à chaque objectif objet du présent contrat des financements au moins équivalents dans leur montant à ceux qui lui sont versés par l'État à ce titre. Ces financements peuvent consister en la valorisation de moyens existants. Ils sont décrits dans le plan d'action et dans les fiches actions correspondantes.

## **ARTICLE 3 – SUIVI ET EVALUATION DU CONTRAT**

Le suivi et l'évaluation de l'exécution du présent contrat sont effectués de façon conjointe par le Département et l'État, selon une périodicité annuelle. Toutefois, les indicateurs relatifs aux visites à domicile réalisées par la Protection Maternelle et Infantile (PMI) feront l'objet de remontées semestrielles. Les modalités de pilotage au niveau départemental sont définies par le Département, le préfet et l'ARS.

Le Département est chargé de préparer un projet de rapport annuel d'exécution du présent contrat départemental de prévention et de protection de l'enfance. Ce projet contient un bilan financier des actions mises en œuvre et décrit les résultats obtenus ainsi que l'atteinte des objectifs fixés en s'appuyant sur le tableau de bord annexé au présent contrat. Il contient également un bilan global synthétisant l'ensemble des actions conduites par le département et ses partenaires sur le territoire.

Ce projet de rapport est proposé au préfet et au directeur de l'ARS, puis présenté pour avis à l'observatoire départemental de la protection de l'enfance, avant d'être arrêté conjointement. Il fait l'objet d'une délibération départementale, transmise au Préfet et au directeur de l'ARS au plus tard le 30 septembre de l'année suivant l'exercice concerné. Il est mis en ligne sur le site du ministère chargé de la protection de l'enfance et du ministère chargé de la santé.

## ARTICLE 4 – LES MODALITES DE VERSEMENT DES CREDITS

La contribution de l'État fera l'objet de deux versements annuels au Département, l'une au titre de la loi de finances (programme 304) et l'autre au titre du FIR.

Les montants correspondants seront crédités sur le compte du Département de Mayotte :

Dénomination sociale : Banque de France

Code établissement : 30001

Code guichet : 00064

Numéro de compte : 4J030000000

Clé RIB : 24

IBAN : FR88 3000 1000 644J 0300 0000 024

BIC : BDFEFRPPCCT

Au titre de la loi de finances (programme 304) :

- l'ordonnateur de la dépense est le préfet de Mayotte ;
- le comptable assignataire de la dépense est le Directeur Régional des Finances Publiques.

La dépense est imputée sur les crédits ouverts sur le programme 304 « Inclusion sociale et protection des personnes », action 17 « Protection et accompagnement des enfants, des jeunes et des familles vulnérables », sous action « Stratégie de prévention et de protection de l'enfance », activité 030450171901.

Les crédits versés au titre du programme 304 pourront faire l'objet d'une fongibilité entre les actions prévues par le présent contrat au sein de cette enveloppe, sous réserve d'une information préalable du Préfet. Ces modifications seront inscrites au contrat lors de l'adoption de l'avenant financier annuel mentionné à l'article 4 du contrat initial.

Au titre du FIR :

- l'ordonnateur de la dépense est le directeur général de l'ARS de Mayotte ;
- le comptable assignataire de la dépense est l'agent comptable de l'ARS de Mayotte.



Les crédits versés au titre du FIR pourront faire l'objet d'une fongibilité entre les actions prévues par le contrat au sein de cette enveloppe, sous réserve d'une information préalable de l'ARS. Ces modifications seront inscrites au contrat lors de l'adoption de l'avenant financier annuel mentionné à l'article 5.

## **ARTICLE 5 – DURÉE DU CONTRAT ET RENOUELEMENT**

Le présent contrat prend effet à compter de sa signature. Il prend fin au plus tard le 31 décembre 2024.

En tant que de besoin il peut faire l'objet d'un avenant annuel en cours d'année sur les montants financiers alloués et le cas échéant sur les engagements respectifs de l'ÉTAT et du Département.

## **ARTICLE 6 – DENONCIATION DU CONTRAT**

Le contrat peut être dénoncé par l'une ou l'autre des parties par lettre recommandée avec accusé de réception adressée aux deux autres parties au plus tard le 31 décembre de l'année de la signature du contrat. Le Département reste soumis aux obligations résultant de l'article 3 de la présente convention, en particulier la transmission d'un rapport portant sur l'exécution du contrat.

## **ARTICLE 7 – LITIGE**

Tout litige résultant de l'exécution du présent contrat est du ressort du tribunal administratif de Mayotte après la recherche d'une résolution amiable.

Fait à MAMOUDZOU, le

Le président du conseil  
départemental de Mayotte

Le préfet de Mayotte

Le directeur général de  
l'agence régionale de  
santé de Mayotte

Le contrôleur budgétaire en région

Envoyé en préfecture le 13/11/2024

Reçu en préfecture le 13/11/2024

Publié le

ID : 976-229850003-20241113-DL1010240248-DE



## ANNEXE 1 : Plan d'actions 2024

Envoyé en préfecture le 13/11/2024

Reçu en préfecture le 13/11/2024

Publié le



ID : 976-229850003-20241113-DL1010240248-DE

## Annexe 2 : les fiches actions détaillées

ORDRE	INTITULE MESURE	N°ENGAGEMENT	N°MESURE	N°FICHE ACTION	INTITULE FICHE	DETAIL DES MOYENS A MOBILISER	Investissement /Fonctionnement	REFERENT	MONTANT GLOBAL DE L'ACTION 2022
3	Permettre qu'à l'horizon 2022, au niveau national, au moins 15% des enfants bénéficient de l'intervention à domicile d'infirmières puéricultrices de la PMI, notamment jusqu'aux deux ans de l'enfant et dans les familles vulnérables	1	4	4.1	Aller vers les populations vulnérables grâce à des consultations itinérantes au plus près de la population dans des camions équipés	Achat de 4 camions entièrement aménagés et équipés	I		720 000,00 €
						Achat de 2 appareils portatifs d'échographie obstétricale	I	DPMIPS	30 000,00 €
						Mise en place des bilans de santé en école maternelle par les infirmiers formés en 2023 (2023_2024 / 2024-2025 )			
						Recrutement de 2 ETP infirmiers et 2 ETP Agent médico-administratif			
						Création de 2 centres de planification et éducation familiale (CPEF) sur le département : CCF, sage-femme, psychologue, médiateur-traducteur, éducateur en santé, TISF			
						Pour 2024, on actualise	F		216 000,00 €
	Renforcer les moyens, les ressources et la pluridisciplinarité des cellules de recueil des informations	2	6	6.1	Renforcer les moyens de la CRIP	1 psychologue 3500*12	F	DPE	42 000,00 €
						1 véhicule supplémentaire + 7 ordinateurs	I		35 000,00 €
						2 ETP puéricultrices au sein de la PMI : 96.000€ annuels	F		96 000,00 €

4	préoccupantes (CRIP) pour atteindre sur l'ensemble du territoire un délai maximal de trois mois par évaluation	6.2	Organiser le parcours de soins de tous les mineur(e)s placé(e)s par un suivi à domicile et renforcer la pluridisciplinarité de la Cellule CRIP	2 véhicules = 70.000€	I	70 000,00 €
				Frais de déplacement et entretien (carburant, etc.) : 30.000€	F	30 000,00 €
				Indemnités d'astreintes et de déplacement en astreinte	F	50 000,00 €
				Matériel de consultation (biomédical, logiciel, messagerie cryptée...) : 10.000€ à amortir 5 ans Cellule santé : chiffrer le coût de fonctionnement de la Cellule Santé	I	10 000,00 €
5	Systématiser un volet "maîtrise des risques" dans les schémas départementaux de protection de l'enfance, incluant un plan de contrôle des établissements et services	8.1	Structurer la tarification et le contrôle des ESSMS ainsi que des associations bénéficiaires de subventions dans le domaine social et médico-social	Maintien de la cellule santé pour assurer notamment le suivi des enfants prises en charge par la DPE (2024) : 1 EPT pédiatre ½ ETP cadre de santé 2 ETP infirmiers puériculteurs ½ ETP sage-femme 1 secrétaire	F	
				CD : Recrutement de 3 agents : 123 600 €/an soit (4300*12)+(3000€*12*2) ;	F	123 600,00 €
				Externalisation contrôle qualité de 10 ESSMS sur 2 ans soit 5 par an : 8 000€/établissement	F	40 000,00 €
				Externalisation tarification 20 ESSMS par an et sur 2 ans : 6 000€/an par établissement	F	120 000,00 €
				Formation tarification et contrôle des ESSMS 6 agents, à raison de 5 000€ par agent par an.	F	30 000,00 €

[illegible]



			19.1	Création de places supplémentaires en hébergement	Recrutement de 30 assistants familiaux pour 90 places (152*8,70€*6*30) + (70*8,70*2*30*6) : 458 000€ ; part salariale ; 5,5*4,01*30*30*6 : 119 000€ / Indemnité d'entretien	F	DPE	750 000,00 €
10	Structurer le soutien aux tiers de confiance et aux tiers bénévoles	2	20	Structurer le soutien aux tiers digne de confiance et aux tiers bénévoles	Environ 50 jeunes dans l'année pour 300€ maximum d'allocation d'entretien par mois et par enfant, en 2022 et le double à partir de 2023.	F	DPE	180 000,00 €
11	Favoriser l'accès aux droits et l'accompagnement vers l'autonomie des anciens mineurs non accompagnés (MNA)	3	25	Accompagnement socio-éducatif des mineurs en isolement familial - Dispositif DAMNA	Accompagnement socio-éducatif en milieu ouvert par l'association Mlezi Maoré, habilitée suite à AAP, de mineurs non accompagnés pris en charge par des familles recueillantes (la famille élargie) non détentrices de l'autorité parentale. 576 562,50 € (10,25*450*253) : Tarif annuel pour l'accompagnement et le suivi des MNA auprès des familles recueillantes.(Renouvellement 2024)	F	DPE	576 562,50 €
			25.2	Parcours de préparation au titre professionnel de maçon pour des jeunes pris en charge par l'aide sociale à l'enfance, et dits « sans solutions »	Il s'agit de permettre à des jeunes pris en charge par l'aide sociale à l'enfance, âgé entre 14 à 20 ans, et "sans solutions", de suivre un parcours d'initiation et de préparation à l'obtention du Titre Professionnel de MACON. Parmi les frais de l'opération, en plus des modules (environ 7), qui seraient rémunérés à l'heure, il y aurait également les frais de repas, de déplacement et de gratification des stagiaires, soit un montant estimatif de 250 000€ pour 12 jeunes. (Renouvellement 2024 pour 50 jeunes 1,6 millions )	F	DPE	0,00 €
				Renforcer la formation des professionnels en Protection de l'Enfance	50 agents faisant fonction de travailleurs sociaux auprès des ESSMS habilités par le Département. Expérimentation d'une VAE collective " éducateurs spécialisés "	F	DPE	265 000,00 €
12	Renforcer la formation des professionnels	3	26.1		60 jeunes sur les techniques de la prévention spécialisée (éducateurs de rue) pour un recrutement par les 3 associations habilitées ;	F	DPE	318 000,00 €

[illegible]



N°FICHE ACTION	INTITULE FICHE	DETAIL DES MOYENS A MOBILISER	Investissement/ Fonctionnement	REFERENT	MONTANT GLOBAL DE L'ACTION 2024	ONDAM	FIR	DGCS	CD	MONTANT INCLUS DANS LA SNPPE
4.1	Aller vers les populations vulnérables grâce à des consultations itinérantes au plus près de la population dans des camions équipés	Mise en place des bilans de santé en école maternelle par les infirmiers formés en 2023 (2023_2024 / 2024-2025 ) Recrutement de 2 ETP infirmiers et 2 ETP Agent médico-administratif	F	DPMIPS	407 400,00 €		407 400,00 €			407 400,00 €
		Création de 2 centres de planification et éducation familiale (CPEF) sur le département : CCF, sage-femme, psychologue, médiateur-traducteur, éducateur en santé, TISF	F		378 600,00 €		378 600,00 €			378 600,00 €
6.2	Organiser le parcours de soins de tous les mineur(e)s placé(e)s par un suivi à domicile et renforcer la pluridisciplinarité de la Cellule CRIP	Maintien de la cellule santé pour assurer notamment le suivi des enfants prises en charge par la DPE (2024) : 1 EPT pédiatre ½ ETP cadre de santé 2 ETP infirmiers puériculteurs ½ ETP sage-femme 1 secrétaire	F	DPMIPS/DPE	470 757,00 €				470 757,00 €	470 757,00 €
9.1	Suivi médical des enfants protégés en situation de handicap	Prise en charge des jeunes en situation de polyhandicap relevant de l'ASE. Une enveloppe de 100 000€ est versée à l'ALEFPA en 2022 et 2023. Reconductio	F	DPE/PMI	100 000,00 €	100 000,00 €				100 000,00 €
		Expérimentation : Travail partenarial autour de l'association habilitée pour l'accueil de jour des jeunes en situation de handicap pris en charge par l'ASE, afin de mettre en place un parcours de soins pour ces jeunes (Financement exceptionnel pour 2024-2025)	F		0,00 €	0,00 €			0,00 €	0,00 €
14.2	Action en faveur de la parentalité responsable : création de 5 Lieux d'Accueil Parents Enfants (LAEP)	3 ETP Educateurs Jeunes Enfants affectés aux LAEP (Renouvellement en 2024)	F	DSPMI	75 000,00 €		0,00 €		75 000,00 €	75 000,00 €
		Mise en place d'un LAEP Mobile	F		226 500,00 €		0,00 €		226 500,00 €	226 500,00 €
18.1	Stabilisation des places d'accueil en fratrie	Pour 2022 : 314 enfants pour 215 frateries en famille d'accueil, soit (314*60*365) / A partir de 2023, 30 places en plus mais en établissement : (30*212,18*365 ) A reconduire en 2024	F	DPE	6 876 600,00 €			900 000,00 €	255 180,00 €	1 155 180,00 €
25.1	Accompagnement socio-éducatif des mineurs en isolement familial - Dispositif DAMNA	Accompagnement socio-éducatif en milieu ouvert par l'association Mlezi Maoré, habilitée suite à AAP, de mineurs non accompagnés pris en charge par des familles recueillantes (la famille élargie) non détentrices de l'autorité parentale. 576 562,50 € (10,25*450*253) : Tarif annuel pour l'accompagnement et le suivi des MNA auprès des familles recueillantes.(Renouvellement 2024)	F	DPE	576 563,00 €			2 000 000,00 €	376 563,00 €	576 563,00 €
25.2	Parcours de préparation au titre professionnel de maçon pour des jeunes pris en charge par l'aide sociale à l'enfance, et dits « sans solutions »	Il s'agit de permettre à des jeunes pris en charge par l'aide sociale à l'enfance, âgé entre 14 à 20 ans, et "sans solutions", de suivre un parcours d'initiation et de préparation à l'obtention du Titre Professionnel de MACON. Parmi les frais notables de l'opération, modules de remise à niveau, les frais de repas, de déplacement et de gratification des stagiaires ; également, frais d'éducateurs surveillants, du matériel, de l'investissement... 50 jeunes en 2024.	F	DPE	1 600 000,00 €			950 000,00 €	1 050 000,00 €	1 600 000,00 €

N°FICHE ACTION	INTITULE FICHE	DETAIL DES MOYENS A MOBILISER	Investissement/ Fonctionnement	REFERENT	MONTANT GLOBAL DE L'ACTION 2024	ONDAM	FIR	DGCS	CD	MONTANT INCLUS DANS LA SNPPE
27.1	Renforcer la prévention contre la prostitution des mineurs	Mise en place de groupes d'analyses des pratiques professionnelles pour les professionnels accompagnant les mineurs et jeunes majeurs inscrits dans un parcours de prostitution mise en place d'une formation " animation d'atelier sur la prevention de la prostitution auprès des mineurs" (Poursuites : Après Formation sensibilisation repérage, accompagnement psycho-thérapeutique et suivi des jeunes repérés, mise en place de GAP, réalisation d'un diagnostic en 2024 )	F	DPE	50 000,00 €			50 000,00 €		50 000,00 €
					2 024,00 €					
TOTAUX					MONTANT GLOBAL DE L'ACTION 2024	ONDAM	FIR	DGCS	CD	TOTAL
					10 893 420,00 €	100 000,00 €	786 000,00 €	1 700 000,00 €	2 586 000,00 €	5 172 000,00 €